



HAL
open science

De la gated-community au lotissement géant mexicain

Céline Jacquin, Guénola Capron

► **To cite this version:**

Céline Jacquin, Guénola Capron. De la gated-community au lotissement géant mexicain : Une version bon marché de la fermeture résidentielle. Cahiers des Amériques Latines, 2010, 59, pp.33-53. halshs-00597751

HAL Id: halshs-00597751

<https://shs.hal.science/halshs-00597751>

Submitted on 1 Jun 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la *gated-community* au lotissement géant mexicain, une version bon marché de la fermeture résidentielle

Céline Jacquin, LTMU, Université de Paris-Est, CEMCA

Guénola Capron, CNRS, LISST-Cieu, Université de Toulouse 2- le Mirail

Résumé

Comment se diffuse le modèle de l'urbanisation enclose états-unienne en Amérique Latine ? Les années 70-80 voient naître les premiers ensembles résidentiels fermés, qui s'adressent à la classe moyenne supérieure, avant de se démocratiser au milieu des années 90 : on voit alors apparaître, à Mexico un nouveau type d'ensembles de logements bon marché aux dimensions gigantesques, qui décline des modalités allégées de la fermeture. Au travers des pratiques d'une population n'ayant pas les mêmes moyens économiques et culturels pour assumer la fermeture, que celle originellement visée par ce modèle, on cherchera les implications d'un concept remanié.

Mots-clé : Fermeture, gated community, frontière, mobilité, lotissement géant, logement, intérêt social

Resumen

¿Cómo se difunde el modelo estadounidense de la urbanización cerrada en América Latina? En los años 60 aparecen los primeros conjuntos residenciales cerrados dirigidos hacia las clases medias y superiores; alcanzan las clases populares a mitad de los noventas: en México surge entonces un nuevo tipo de conjuntos habitacionales, de interés social, con dimensiones gigantescas, y bajo modalidades abarataadas del encierre. En este artículo buscamos las diferentes implicaciones de la reapropiación de este concepto en las prácticas de una población que no beneficia de las mismas capacidades económicas y culturales para asumir el encierre originalmente apuntado por este tipo de urbanización.

Palabras-clave: Urbanización cerrada, gated-community, frontera, movilidad, conjunto urbano, vivienda, interés social

Globalisation et menace sociale oblige, la fermeture et la sécurisation résidentielle sont sous l'œil des chercheurs et des médias depuis le début des années 90. Les ouvrages de Mike Davis (1990), Edward Blakely & Marigail Snyder (1997), Teresa Caldeira (2000), y ont fait pour beaucoup : l'image de la forteresse, parlante pour tout le monde, s'est imposée avec force. L'Amérique Latine n'a pas échappé à la déferlante d'« ensembles résidentiels fortifiés », et sans doute le travail de Teresa Caldeira sur São Paulo y a-t-il contribué (Capron, 2004). Le sentiment d'insécurité des habitants, le retrait de l'espace public et la mise à distance des pauvres y sont souvent présentés comme des motivations fortes de l'enfermement résidentiel. La *gated community* est un produit né aux Etats-Unis qui se diffuse à l'échelle planétaire.

On ne retient en effet généralement de la *gated community* que l'image d'un ghetto pour riches périurbains barricadés derrière des murs grillagés, que le livre d'Edward Blakely et Marigail Snyder ainsi que les médias ont largement alimentée. Pourtant, dans leur ouvrage, ces auteurs distinguaient les « communautés de prestige » et les *lifestyle communities*, des « quartiers de haute sécurité », groupe hétérogène de rues, lotissements et quartiers fermés, parmi lesquels ils incluaient les grands ensembles de logements sociaux « sécurisés » (« résidentialisés », selon le vocabulaire en vogue dans les politiques urbaines françaises) par les pouvoirs publics dans une logique de *containment*. Même si ces derniers suivent d'autres logiques sociales, on fait le constat que la fermeture résidentielle ne touche pas seulement les quartiers riches.

De fait, le marché immobilier du lotissement fermé et sécurisé s'est largement diversifié au cours de ces dernières années et on trouve toutes sortes de produits qui coïncident avec l'idée de segmentation de la clientèle qui est pratiquée dans tous les pans de l'économie.

Progressivement, avec le développement du marché, il s'est avéré que les classes moyennes dans tout leur éventail étaient concernées par la vente de produits résidentiels qui banalisent l'*enclosure* et les dispositifs de sécurité. Même la couche inférieure des classes moyennes est la cible de promoteurs qui vendent de la fermeture avec, le cas échéant, de la sécurité. On est cependant à mille lieues du rêve américain...

Par exemple, dans la lointaine périphérie du nord et de l'est de la zone métropolitaine de Mexico, ont surgi de terre des lotissements à bas coût, géants de par leur taille (jusqu'à 20 000 logements), qui déclinent la fermeture résidentielle et urbaine sous différentes formes et à différentes échelles. On peut certes considérer que ces lotissements qui produisent de la ville à bon marché sont de très lointains avatars de la *gated community* dans la mesure où la fermeture « est à la mode » dans le marché de l'immobilier résidentiel. Cependant, nous pensons qu'il faut interroger le sens vécu que prennent ces formes variées de la clôture, pour les résidents, ainsi que les modalités du franchissement de ces limites matérielles : elles ne construisent pas de frontières imperméables comme dans certaines *gated communities* de prestige. Les conditions de cette urbanisation et la clientèle qu'elle vise, ne permettent pas de dire que la fermeture et l'isolement résidentiel constituent un choix ferme de la part des habitants, il devient rapidement un cadre général contraignant auquel s'adapter signifie recadrer sans cesse l'expression de la fermeture. Celle-ci, analysée au travers des rapports entre la forme physique, les représentations sociales et les usages, suscite de nombreuses contradictions, qui se traduisent par des transformations spatiales au cours du temps, dans un jeu complexe et dialectique entre ouverture et fermeture.

Enclavement résidentiel et fermeture : de la *gated community* au lotissement géant

Les ensembles résidentiels fermés, quel que soit leur degré de sécurisation, produisent de l'enclavement, voire de l'insularité. Ceux-ci renvoient autant à des réalités objectives comme la desserte de transport ou les séparations physiques qu'aux stratégies d'acteurs et aux construits subjectifs (les manières de vivre un enfermement volontaire ou subi). Le terme d'enclavement permet ainsi de réfléchir autant à « ce qui isole, sépare, enferme » qu'à « ce qui tisse des liens entre l'intérieur et l'extérieur » (Capron, 2006 : 14).

L'objet résidentiel fermé n'a cependant pas une définition très claire, ni socialement, ni morphologiquement. La construction d'une typologie des ensembles fermés et sécurisés latino-

américains se heurte à la difficulté d'établir des frontières nettes entre plusieurs objets qui mettent en œuvre des processus de fermeture et de privatisation sociale à des échelles diverses (du lotissement de 10 maisons jusqu'à l'ensemble de 20 000 unités et même aux « villes privées » comme Nordelta à Buenos Aires ; cf. Girola, 2006), avec des procédures et des histoires différentes (copropriété et/ou lotissement ; quartier fermé *ex post* ou produit immobilier ex-nihilo) (Capron, 2006).

Les ensembles résidentiels fermés ont des formes diversifiées : tantôt une tour ou une « grappe de tours » en copropriété dotées d'équipements de luxe et située dans l'aire centrale (Palermo à Buenos Aires, Polanco à Mexico) ou sur un front d'urbanisation (à Barra da Tijuca où cet habitat date des années 70) ; tantôt un petit lotissement pavillonnaire suburbain en copropriété d'une dizaine de maisons entouré de murs et dont l'accès se fait par un portail télécommandé ; tantôt un vaste ensemble périurbain avec de majestueuses et imposantes demeures dans un vaste parc avec des équipements de prestige (du type country club : golfs, etc.).

Certes, dans tous les cas, l'habitat périphérique répond aux aspirations résidentielles des classes moyennes : de l'espace, de la nature, une bonne accessibilité, de la tranquillité, de la sécurité, une vie familiale heureuse, un investissement protégé. Ce discours est vendu par tous les promoteurs : s'y impriment le prestige pour les plus aisés, la distinction pour les ménages aux revenus intermédiaires. Le style de vie est un argument qui séduit les classes moyennes supérieures, tandis que la qualité environnementale est plutôt le privilège des nantis. L'accession à la propriété d'une maison individuelle est une motivation centrale pour les ménages aux revenus moyens ou bas. La fermeture résidentielle constitue une sorte de garantie dans la recherche de cet idéal face aux risques de dévalorisation.

Pourtant, il n'est pas nécessairement besoin de murs pour défendre cet imaginaire résidentiel. Dès les années 60, au nord-ouest de Mexico, aux portes de la ville, s'édifiaient de grands lotissements (jusqu'à 10 000 unités) qui proposaient des modes de vie inédits aux classes moyennes dans une ville aux formes nouvelles : moins dense, composée de maisons individuelles, à portée de voiture de Mexico (grâce aux autoroutes en construction), dotée de tous les plaisirs d'une vie au vert propice à l'épanouissement de la vie familiale et individuelle (Alba et Capron, 2007). Pouvoir acquérir une maison représentait aussi pour ces jeunes couples une promesse d'ascension sociale qui se calait bien sur le rêve urbain « américain » (c'est-à-dire états-unien). Beaucoup avaient le sentiment de vivre une sorte d' « american way of life » à la mexicaine.

Comme le souligne Alicia Lindón (2007), l'imaginaire suburbain « américain » a aussi « colonisé la subjectivité spatiale » des périphéries paupérisées de Mexico, indirectement par le biais de stratégies discursives imprégnant les médias ou le cinéma.

Depuis les années 90, à l'est et au nord de la zone métropolitaine, ont surgi de terre des lotissements de taille démesurée visant une clientèle de classe moyenne-inférieure¹. Ils proposent à des ménages gagnant au moins trois salaires minimum² de concrétiser leur rêve d'accession à la propriété grâce à l'octroi d'un prêt social. En effet, depuis 1993, ce sont des entreprises privées qui produisent les opérations -des ensembles de maisons individuelles jointives, le cas échéant en duplex, et non plus des « barres » -, de l'achat du foncier jusqu'à la livraison de toutes les unités d'habitation, tandis que les institutions publiques ne jouent plus que le rôle d'organismes hypothécaires (Duhau & Jacquin, 2008). Ces « lotissements géants »³ présentent une fermeture d'ensemble systématique mais peu imposante, et en réalité peu sécuritaire. Il y a parfois des vigiles dont la fonction est moins d'assurer un contrôle sur les accès que de faire acte de présence le temps de la vente du produit immobilier. La clôture n'a évidemment rien à voir avec les dispositifs de contrôle des accès de certaines résidences de luxe où le filtrage est complet et où il est impossible de rentrer sans décliner son identité et sans fournir le nom des personnes à qui l'on rend visite. Surtout, ces ensembles résidentiels répondent à des logiques insulaires de production de l'espace urbanisé (ibid., op. cit.). D'un côté, le discours des promoteurs, dont la stratégie vise un retour sur investissement rapide, tend à insister sur l'autonomie de ces ensembles et s'économise ainsi un raccordement efficace au reste de la ville. De l'autre, face aux « monstres » de la promotion immobilière que sont les groupes Ara, Geo, SADASI, Urbi, et à la

¹ On se réfère aux foyers dont le revenu est inférieur à 5 salaires minimum.

² Le salaire minimum mensuel mexicain s'élève à 1664 pesos en 2009 (soit 91 euros -change du 25/02/2009).

³ On emploie ici le terme de « lotissement » dans un sens usuel pour mobiliser l'image qu'il évoque en français, et non pas dans son sens technique.

construction massive de logements (158 951 entre 1993 et 2000 ; 325 544 entre 2001 et 2008⁴) qui dépassent leur capacité de gestion, les municipalités ne sont généralement que le réceptacle de ces lotissements. Elles héritent malgré elles d'équipements et de voies publiques de mauvaise qualité, et d'une demande à satisfaire, une fois le lotissement vendu dans son intégralité. Face à ces déficits difficilement surmontables, elles préfèrent souvent reporter leur effort sur les populations plus démunies des quartiers d'autoconstruction voisins.

Certes, les habitants de classe moyenne des années 60 ont dû faire face à des préoccupations similaires, mais avec un capital social supérieur qui leur a permis de gagner en autonomie politique et de transformer leur banlieue-dortoir en des espaces agréables à vivre face aux menaces de densification ou de construction de logements sociaux (Tarrés, 1986). Les pâles inspirations de l'urbanisation fermée nord-américaine que constituent les lotissements géants, s'adressent à une clientèle sortant souvent de quartiers d'autoconstruction, et émergeant à peine, pour certains, de la pauvreté, grâce à l'accession à la propriété. L'enclavement n'est pas ici conçu comme un élément de confort, de sélection sociale, il ne dessert pas non plus l'exclusivité de l'accès à d'équipements que ne pourvoierait pas l'espace urbain « public ». La rupture spatiale est ici l'effet des intérêts du développeur. Les habitants se retrouvent généralement seuls à devoir gérer la pénurie dans un contexte de pauvreté relationnelle et économique, afin de consolider un investissement menacé. Ils sont porteurs d'une conception particulière de la sécurité personnelle, tiennent un discours sur la fermeture, et en font un usage qui n'est pas non plus celui auquel on pourrait s'attendre.

Dialectique de la fermeture et de l'ouverture dans les lotissements d'intérêt social de Mexico

L'interprétation du concept de fermeture dans les lotissements d'intérêt social mexicains se traduit par un emboîtement de limites périmétrales et intérieures, dont la rigidité et la fonction varient peu d'un modèle à l'autre.

L'enceinte scelle d'abord un isolement politique et fonctionnel. Chaque acteur social a à l'encontre de celle-ci des enjeux propres, avec différentes configurations et échelles. Elle représente un enjeu négocié entre les autorités et les concepteurs, qui porte pour ces derniers sur une économie maximale d'infrastructures de liaison entre les lotissements et les espaces alentour. La fermeture à l'échelle des impasses, qui composent majoritairement la trame, reporte la plupart des responsabilités en matière de gestion sur les associations de propriétaires. Pour ceux-ci, la fermeture représente, du moins dans un premier temps, une garantie de sécurité (personnelle et patrimoniale) face au monde qui l'entoure, en suscitant une certaine maîtrise sur l'évolution de l'espace intérieur.

Des enceintes qui feignent la fermeture

Dans la plupart des cas, par exemple dans le lotissement de San Buenaventura à Ixtapaluca (Etat de Mexico), l'enceinte périmétrale est constituée des logements eux-mêmes, les murs aveugles des dos de maisons alignés pour matérialiser la frontière avec l'extérieur, tout en limitant la perception d'une barrière depuis l'intérieur. Les rues « périphériques » prennent la forme de circuits, principe qui ménage presque toujours une bordure de maisons entre l'intérieur et l'extérieur. Mais certaines rues inévitablement rectilignes viennent buter sur cette limite, et rompre sa continuité. Ces rues « sans débouché » sont alors soit obturées en cul-de-sac dans la prolongation du contour extérieur, soit simplement laissées ouvertes sur l'espace environnant (champs cultivés, *no man's land*, ou quartiers d'autoconstruction) sans aménagement de transition. Des oeuvres palliatives sont généralement apportées postérieurement par les municipalités. Dans le cas de San Buenaventura, une voie de raccord a été aménagée, encerclant le lotissement d'un circuit qui raccorde tous les accès et l'espace alentour, sur de longues étendues de murs aveugles.

⁴ Ce calcul réunit les catégories de logement bon marché (accessibles pour des revenus de moins de 5 smm): *social progresivo, pie de casa, lote con servicios, interés social et popular*.

Nombre des lotissements commercialisés avec la promesse d'une fermeture complète ne respectent pas au final cet élément, ce qui invalide la fermeture appliquée sur le reste du tracé.

Figure 1 : Tracés et interruptions de la frontière dans le lotissement de San Buenaventura



Les habitants du lotissement sont pourtant, au sujet de la fermeture, les auteurs d'un discours contradictoire. Aucune occasion n'est négligée pour blâmer le développeur, escroc et rival dans leur processus d'ascension sociale, symbolisée entre autre par la fermeture périmétrale. Un sentiment d'inquiétude émerge en effet au contact d'une population considérée « *d'un autre niveau* » : celle de quartiers d'autoconstruction voisins, similaires à ceux dont proviennent par ailleurs une grande partie d'entre eux. Cette proximité inspire un sentiment d'insécurité⁵ et la peur d'une dévaluation immobilière sur l'ensemble du lotissement. Les actes de vandalisme dans l'espace public résidentiel, encouragés selon les habitants par les accès restés ouverts, mais aussi la simple intrusion d'un décor de pauvreté dans le paysage « harmonieux » et « propre » de leur lotissement, vont à l'encontre du discours du promoteur. Celui-ci garantissait une plus-value immobilière rapide, en relativisant l'inconfort initial du lotissement -lié à une infrastructure municipale encore sous-développée et aux services irréguliers-, par un pari sur l'avenir : la densification des municipalités du fait de l'accumulation des opérations de logement social inciterait progressivement l'investissement municipal, régional et privé dans l'infrastructure collective et commerciale. Dans ce calcul, la

⁵ On reproche aux habitants de ces quartiers d'être alcooliques et drogués, voleurs, vandales, et coupables des autres maux dont souffre épisodiquement le lotissement.

fermeture sert d'instrument pour préserver les lieux dans l'attente de cette vague d'investissements, en posant un obstacle à la circulation des étrangers.

Mais l'ensemble des raccords aux autres quartiers, aménagés par la municipalité, et les chemins de terre préexistants qui permettait la circulation locale, forment finalement un réseau de communication commode, tout alternatif soit-il. L'extrême saturation du réseau de circulation interne et des embranchements vers les axes externes, encourage une intense utilisation de ces chemins, qui connectent par ailleurs directement à l'autoroute, ou permettent de la franchir par un tunnel de service et un chemin de traverse. Si cette pratique contredit l'idée de fermeture, l'avantage s'impose vite aux habitants.

D'autres lotissements (par exemple Las Américas, à Ecatepec au nord de l'agglomération), sont conçus avec un mur de séparation distinct des dernières franges de maisons, mais pas non plus complet sur l'ensemble de son périmètre. Certains accès de service en position arrière et latérale par rapport aux axes de circulation extérieurs et aux entrées « vitrines » du lotissement, sont restés ouverts jusqu'au dernier stade de production pour permettre la circulation des véhicules d'oeuvre. Mais comme s'il ne s'agissait que d'un détail final, ils ont été laissés en l'état, et déconstruisent là encore la fermeture périmétrale.

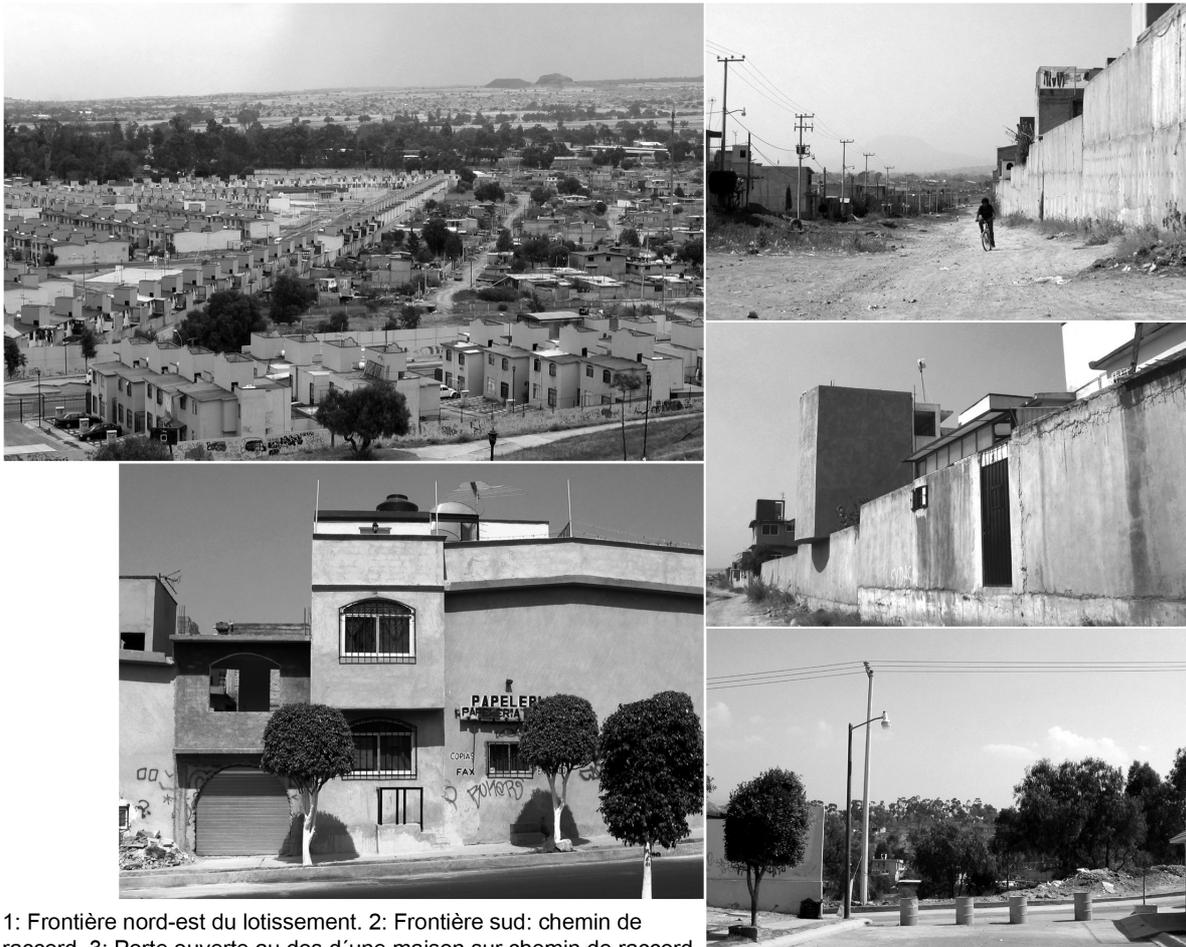
Le contraste entre représentations et pratiques s'exprime à l'intérieur. Un tracé cloisonné en impasses transforme les tronçons du mur périmétral en réels obstacles, qui isolent sans protéger. Des solutions immédiates sont mises en oeuvre : à l'endroit où un passage s'imposerait, des brèches sont percées par les habitants eux-mêmes. Il s'agit d'une violation des normes largement réprouvée par les habitants, mais amplement validée par les comportements. Ce vandalisme « d'intérêt collectif » découle rarement d'une concertation entre voisins. Dans les impasses fermées, l'existence d'un sentiment de collectivité et dans certains cas d'une association de propriétaires, ne permet pas une telle initiative, à moins de faire consensus sur l'ensemble des trente à cinquante foyers présents. Ce type d'aménagement concerne donc plutôt les murs arrière des maisons adossées à l'espace public. Les enfants participent aussi à cette imposition de la circulation en détériorant ou en escaladant les grilles et murs qui bloquent leur chemin.

A San Buenaventura, où la frontière se réduit pratiquement aux franges de maisons, nombreuses sont celles qui présentent des portes arrière improvisées, offrant un accès direct sur l'extérieur : un chemin de raccord, ou un champ constituant un raccourci pour rejoindre une des voies de communication. De la même manière, les espaces verts localisés en limite du lotissement et non ceints par le mur, font tous office d'accès automobiles, détruisant si nécessaire les obstacles vers les voies internes (jardinières, bornes ou bancs).

L'îlot renversé

A l'échelle de l'îlot, on observe des logiques similaires. Ceux-ci sont conçus, de la même manière que l'ensemble du lotissement, selon un plan fermé : la hiérarchie des rues forme un réseau principal orthogonal ramifié en rues secondaires, qui délimitent à leur tour des groupes d'îlots cohérents. Ceux-ci sont formés par des alignements d'impasses clôturées qui mettent dos à dos les rangées de maisons, les murs aveugles de la dernière frange délimitant soit une rue de transit, soit un espace public résidentiel. Pour plus de confort probablement, les maisons qui bordent les avenues principales se présentent toujours de dos alors qu'elles font face aux rues secondaires. De même que sur le contour du lotissement, chaque fois qu'un alignement de dos de maisons jouxte un espace public ou une voie principale, on constate des ouvertures improvisées en forme de porte ou de garage. Les parcs et terrains de sport font ainsi systématiquement office de voie de passage pour les riverains.

Photo 1 : Murs et percées de l'enceinte et des îlots



1: Frontière nord-est du lotissement. 2: Frontière sud: chemin de raccord. 3: Porte ouverte au dos d'une maison sur chemin de raccord. 4: Dos de maisons aménagés sur la rue en limite d'îlot. 5: Accès laissé ouvert à l'est.

© Céline Jacquin 2008

Après des considérations en terme de confort, qui pousse à isoler les maisons des avenues principales, les flux de circulation apparaissent comme un atout évident, et la plupart des maisons ont été ouvertes à l'arrière puis transformées (totalement ou en partie) en locaux commerciaux ou de restauration. Un marché dynamique de vente et de location de ces maisons émerge. Certains propriétaires bénéficiant de cette localisation ont aménagé le logement dans son intégralité en local pour le louer à prix fort, d'autres ont aménagé la partie basse (qu'ils peuvent louer indépendamment) et continuent d'habiter les deux pièces de l'étage. Les habitants de San Buenaventura parlent de la possession de ces lots comme d'une aubaine : la plupart d'entre eux, n'ayant pas pu choisir l'emplacement de leur logement -attribué arbitrairement par le promoteur-, ceux qui auraient « décroché » une maison sur avenue, encore plus si celle-ci est centrale⁶, auront pu transformer leur logement en une affaire fructueuse. La concentration démographique d'un tel lotissement (quelque 100 000 habitants), et la captivité de sa population font de cette dernière une clientèle de choix, ce qui, ajouté à une perpétuelle nécessité de ressources économiques, encourage de nombreux habitants à ouvrir boutique, chez eux s'il bénéficie d'une localisation adéquate, ou en payant un loyer supplémentaire pour un de ces locaux improvisés. L'installation d'une activité dans son propre logement ou un second logement loué dans le lotissement, peut même être préférée à l'emploi du chef de famille, qui peut s'affranchir d'une mobilité pendulaire contraignante. Des habitants de l'extérieur (du centre d'Ixtapaluca ou de la municipalité voisine, Chalco) y trouvent eux aussi leur compte, et viennent louer ces maisons-commerce à San Buenaventura. Pour les propriétaires, la mise en location peut doubler les ressources du foyer, gain pouvant être investi dans une seconde activité, dans le crédit d'un second logement plus grand et de meilleur standing dans un autre lotissement, dans la construction sur un lot indépendant, ou dans l'agrandissement vertical du premier logement. Ces logements sur avenue se revendent moins de dix

⁶ A San Buenaventura, le centre est marqué par la présence d'un supermarché, qui génère une dynamique de développement commercial tout autour.

ans après leur achat jusqu'à deux fois leur prix de départ, affaire juteuse qui à partir d'une localisation aléatoire peut constituer un vrai levier de développement du groupe familial.

Ces remaniements de la forme, et l'ouverture des logements dans une autre direction qu'à l'origine, équivalent à un abattement des îlots, à leur « retournement » vers l'espace ouvert, où peuvent être captés les flux de personnes.

Cette déconstruction de la fermeture confirme la valeur positive de la circulation dans la vie locale. Par ailleurs, une circulation moins locale, en dépit du nombre de facteurs limitants à l'origine, met en évidence le potentiel de développement que ces lotissements constituent pour les territoires environnants. Ce potentiel justifie et augmente d'autant la circulation de personnes à l'intérieur et avec l'extérieur.

Du « cloître » au « moulin »

Les quartiers d'autoconstruction entre lesquels s'est logé le lotissement, se trouvaient eux-mêmes enclavés par l'*hacienda* de San Buenaventura. Leur existence était d'ailleurs permise par leur localisation discrète. L'un de ces quartiers s'est greffé sur un *pueblo*, quartier relativement ancien doté d'un centre puis étendu sur un mode informel, à l'ouest de l'*hacienda*. Le *pueblo* bénéficiait d'un accès à la route nationale en direction des villages alentour et du centre d'Ixtapaluca mais pas de liaison régulière vers le pôle d'emploi du District Fédéral. L'autre quartier est un peuplement illégal plus récent parachuté entre le bord de l'autoroute et le sud de l'*hacienda*, avec pour tout accès un tunnel de service sous l'autoroute de Puebla, permettant un lien vers Chalco. Les deux quartiers ne bénéficiaient que d'une accessibilité très relative (à pied ou par les chemins de terre) au travers de l'*hacienda*.

Ces habitants vivaient par ailleurs selon un système de coutumes qui recourrait abondamment à ce domaine agricole, au travers d'activités clandestines sur ses marges (petite agriculture, rejet de déchets, enterrements). L'urbanisation de San Buenaventura, et l'érection des murs et des barrières de maisons a mis fin à ce mode de vie, impactant une aire qui dépasse largement celle du lotissement. La cohabitation entre les premiers habitants du lotissement et leurs voisins révèle un sentiment de rejet de la part de ces derniers, élevant les nouveaux habitants au rang d'envahisseurs. Ceux des sections du lotissement qui avoisinent directement les dits quartiers relatent une relation perturbée, au début, par des violences et un vandalisme motivés selon eux par un esprit de vengeance. Les premiers habitants protestaient alors vivement contre le promoteur pour accélérer les opérations et la clôture des accès.

Ces frictions se sont en fait tassées au fur et à mesure de la consolidation du lotissement : les barrières de maisons ont limité la circulation aux accès laissés ouverts, chacun y trouvant son compte. Progressivement, l'enjeu des habitants des quartiers voisins s'est déplacé : il n'est plus tant question d'une totale liberté de mouvement, certes grevée par rapport aux conditions passées. Au contraire, les nouveaux privilèges dont ils bénéficient aujourd'hui avec le lotissement ont considérablement élargi leur panorama. En plus des nouveaux équipements à leur portée (scolaires et sportifs), dont la médiocrité et le faible nombre doivent être relativisés au vu des conditions de vie qui font référence pour cette couche sociale (celles de quartiers d'autoconstruction où ces structures sont résiduelles), ces voisins bénéficient surtout de l'arrivée à leur porte d'un vaste marché d'emploi : la population du lotissement. Ceci apporte d'importantes opportunités dans le secteur des services, notamment à domicile. Si les habitants du lotissement se trouvent démunis par l'épreuve financière que représente l'achat de leur maison et l'emménagement, ils restent à la source du développement d'un grand nombre d'activités dont ils contrôlent les tenants et les aboutissants. Leur relative stabilisation économique après les premières années d'installation, augmente la demande potentielle, et procure assez d'emplois pour bénéficier aux travailleurs des quartiers alentour⁷.

Mais l'aspect le plus significatif du lotissement pour ces groupes est l'ouverture vers la métropole, que permet une forte amélioration de l'accessibilité au réseau de transport métropolitain. Cette opportunité permet l'accès à un bassin d'emploi incomparable, qu'interdisaient jusque là des transports rares aux

⁷ Sur les relations entre les habitants d'urbanisations fermées et leurs voisins plus pauvres, voir Sabatini 2004, et Capron 2006.

itinéraires sinueux. Les nouvelles lignes de transport sortant du lotissement, même insuffisantes pour l'énorme demande, permettent des trajets réguliers et directs vers les stations de métro des lignes les plus stratégiques.

On observe ainsi, à tout moment de la journée, des flux de travailleurs traversant San Buenaventura, en direction ou à partir des marges auxquelles le lotissement devait tourner le dos. Celui-ci constitue finalement pour ces quartiers une porte d'entrée inattendue vers la ville et un véritable levier de développement.

La relation de profit que les habitants des quartiers en autoconstruction tiraient d'un voisinage parasite de l'*hacienda*, s'est reconduite, fortement amplifiée, avec le lotissement qui leur tient lieu d'hinterland.

Le discours de certains habitants du lotissement face à ces derniers, après un rejet assumé, finit par se contredire, en débouchant sur une reconnaissance plus ou moins explicite de cette circulation. L'ancienneté de ces coutumes participe à cette résignation : « Es su paso... ! » (« C'est leur lieu de passage ! »). On tolère, somme toute, que ces derniers continuent de profiter d'un espace sur lequel on considère qu'ils possèdent un droit d'usage. Des superstitions collectives participent à ce jugement. Une habitante témoigne par exemple de l'expérience de plusieurs membres de sa famille, encore confirmée par d'autres rumeurs : on aurait vu des fantômes en tenue paysanne rôder la nuit dans les rues du lotissement. L'ancienne *hacienda* ayant servi pour des enterrements clandestins, on s'explique cette présence, et une intention de rappeler aux vivants l'origine des lieux, son appartenance aux « autochtones ». Les habitants relatent ces rencontres en suggérant l'hostilité des esprits, à l'unisson avec les habitants voisins.

L'ouverture des *cerradas*⁸

Du point de vue de l'administration municipale le niveau d'infrastructures primaires des lotissements n'en font pas des secteurs prioritaires, face aux quartiers eux aussi nombreux où les habitants n'ont parfois ni électricité ni eau courante, et des réseaux d'égouts déficients. Dans un contexte de carence budgétaire, les municipalités réceptrices des opérations de logement social préfèrent concentrer leurs efforts sur les quartiers d'autoconstruction, dont le caractère irrégulier pose de nombreux problèmes en terme de dotation. Les besoins des habitants des lotissements passent alors au second plan, une fois les œuvres incontournables réalisées. Ils restent donc seuls, dans une certaine mesure, face à leurs problèmes, et n'ont d'autre alternative que des solutions informelles.

Originaires en grande partie de quartiers populaires du District Fédéral et de la périphérie proche⁹, les nouveaux habitants de San Buenaventura ont l'expérience de l'insécurité au quotidien. Pour eux, le gain de qualité de vie attendu au travers de l'accession à la propriété repose en grande partie sur la fermeture promise du lotissement, permettant en théorie de changer d'environnement, faute d'avoir pu accéder à une zone plus aisée de l'agglomération. Cette aspiration s'exprime par la recherche d'une rupture physique avec tout ce qui les entoure, et encore plus, par des comportements de repli sur l'espace le plus petit pouvant contenir et protéger la vie de famille : les « rues fermées », parfois aussi appelées *claustrós* (« cloîtres »). Peu dupes quant à la parole des entreprises et à une fermeture efficace, les acheteurs sont résignés à un pari sur l'avenir sans grande prise sur leur environnement direct : forts de leur vécu, ils savent devoir compter sur eux-mêmes pour aménager leur sécurité et leur confort, et que ce contrôle ne peut être exercé qu'à l'échelle du pâté de maison.

Une des premières réactions des habitants du lotissement à la discontinuité du mur périmétral a donc été un retranchement dans les impasses, qu'ils ont progressivement dotées de grilles de plus en plus imposantes, coiffées de barbelés ou de câbles électrifiés. Elles semblent parfois d'ailleurs plus l'effet d'une surenchère d'ordre symbolique, qui affirme leur légitimité dans l'espace, que l'expression d'une crainte envers le voisinage non désiré. Ces aménagements semblent avoir suffi à maintenir le *statu quo* : calmer l'inquiétude des uns et garantir la liberté de circulation des autres.

⁸ Les *cerradas* (littéralement : « fermées ») sont des impasses privées en cul-de-sac.

⁹ Iztapalapa, Gustavo A. Madero, Venustiano Carranza, Ecatepec, Nezahualcoyotl principalement.

La force symbolique de la maison comme élément de statut social explique aussi pourquoi l'esthétique d'ensemble, et l'harmonie du logement avec les constructions voisines, importent moins que les caractéristiques du seul logement, cellule isolée qui concentre l'effort d'investissement familial. On peut comprendre, dès lors, l'enjeu que constitue le confinement au sein d'un groupe restreint (l'impasse privée), et la valeur moins fondamentale de l'enceinte périmétrale du lotissement.

Photo 2 : Matérialisation de la sécurité



© Céline Jacquin 2008-2009

Les impasses fermées constituent un élément structurant du quotidien, en particulier pour les femmes et les enfants, qui passent une grande partie de leur quotidien à l'intérieur.

La grille des impasses vaut comme une seconde porte d'entrée vers les espaces domestiques, la porte des maisons ne constituant qu'un seuil intermédiaire. Dans l'allée, entre les maisons des habitants ayant développé des affinités, les frontières du privé sont distendues : on reste à s'entretenir dehors, les portes des maisons ouvertes et en tenues d'intérieur. Les enfants profitent de ces relâchements pour se précipiter dans l'allée, car le reste du temps, leurs jeux y sont peu tolérés. Les parents eux-mêmes évitent de les laisser libres dans l'allée, par crainte du qu'en dira-t-on : un enfant qui traîne dehors, même dans cet espace contrôlé, est signe de manque d'éducation, et toute bévue est prétexte de distanciations durables entre les familles.

Les sociabilités d'un moment ont lieu de préférence dans cet espace partagé. On n'invitera à entrer dans le logement que sous un prétexte particulier, pour un échange de sel ou d'ustensile, ou si la conversation a des raisons de se prolonger sur un plan plus personnel, dans quel cas, il est peu correct de s'attarder trop longtemps sous le regard des autres voisins. Le caractère intime du logement est accentué par l'existence de cet espace de transition qu'est l'allée, à laquelle on associe les usages sociaux ou les visites non privées. Des trajectoires résidentielles généralement marquées par le surpeuplement de logements confinés, rendent naturelle l'utilisation du pas-de-porte. Plus que de seuil, celui-ci tient lieu d'antichambre.

Les pratiques qu'accueille l'allée sont fortement normées. La circulation automobile tient la première place : vitesse et stationnement sont tacitement régulés, et les conflits ponctuels réglés au travers de l'association de copropriétaires, quand elle a été formée. Mais l'introduction d'un véhicule supplémentaire ou le séjour d'un invité (ignorant les normes) rompt régulièrement l'équilibre et pose un problème collectif.

En tant qu'élément central de la collectivité, les enfants occupent le second rang. Ils sont soumis à un ensemble de règles de savoir vivre, tout en représentant pour les femmes au foyer l'instrument fondamental de leur valorisation en tant que maîtresses de maison.

Les qualités d'une maîtresse de maison sont mesurées en fonction de la tenue de leur progéniture, de la visibilité dans l'impasse de leurs activités domestiques, ainsi que de leur gestion de la fermeture. Son apparence personnelle et celle de ses enfants seront examinés, mais aussi l'heure (matinale) à laquelle le linge est étendu, le soin apporté à l'avant de sa maison, la discipline dans l'ouverture et la fermeture de la grille, l'heure à partir de laquelle on ne la verra plus sortir de chez elle le soir, autant de preuves de valeurs personnelles et d'un bon sens de l'organisation.

Lors des fêtes de voisinage (par exemple, le *dia de muertos* et Halloween, les *posadas*), il est attendu de toutes les femmes qu'elles collaborent. A nouveau, le comportement de chacune durant l'organisation, et celui de ses enfants pendant l'évènement, sont évalués. La plupart des femmes manifestent d'ailleurs leur lassitude devant la pression qu'exerce ce voisinage étroit, mais redoublent de rigueur dans leurs usages de l'allée. Une femme avoue s'être exclue définitivement, elle avec ses enfants, de tous les évènements de l'impasse, afin de se soustraire aux ragots et aux logiques de pression sociale. Elle préfère amener ses enfants jouer à l'extérieur de l'impasse (les espaces publics du lotissement). Alors exposés à un domaine jugé dangereux qui l'oblige à accroître sa vigilance, ils se préservent de mécanismes apparemment plus nuisibles: le regard des voisins. Rompre avec ces logiques est pourtant lourd de conséquences. Que ce soit par révolte ou par incapacité (c'est le cas des rares femmes qui travaillent par exemple), déroger au rôle attendu peut exclure durablement des réseaux d'entraides.

L'enfermement que vivent les enfants les plus petits, dans ces logements très étroits, est dans les faits difficilement tenable. L'entrée des plus petits à l'école est source de soulagement pour tous. Les mères peuvent rarement payer une garderie, ni en justifier le recours sans ternir leur image, face au voisinage mais aussi à leur famille. Pour les enfants aussi, l'école représente une échappatoire très attendue, où ils peuvent enfin initier une vie sociale et échapper au contrôle serré de l'impasse.

Les fêtes privées données dans l'espace collectif constituent un autre facteur de friction. L'impasse, en préservant la sécurité des enfants, semble être le lieu idoine pour les anniversaires et les fêtes familiales : on utilise l'allée pour étendre une bâche et installer tables, chaises, *sono* et trampolines. Mais ces fêtes provoquent presque sans exception des affrontements, pouvant mener à des plaintes légales. Il n'est légalement possible d'occuper l'espace collectif pour un usage privé qu'avec la signature de la totalité des voisins de l'impasse, chose quasiment impossible. Une solution est de contourner cette situation en s'installant à l'extérieur de l'impasse, sur une esplanade d'école ou un terrain de sport, avec ou sans la signature des riverains. Les habitants sur rue entretiennent avec l'espace ouvert une relation plus désintéressée.

L'allée n'est donc pas l'espace de confiance et de convivialité qu'elle prétend être. On observe en ce point une contradiction totale entre l'image mobilisée par les promoteurs et l'expérience des habitants. La publicité sur les lotissements s'inspire du mode de vie dans les résidences pour classe moyenne à l'américaine, en faisant de ces lieux l'espace de l'épanouissement des familles. Pour les habitants au contraire, un lien symbolique est fait entre les impasses et l'expérience toute familière des *vecindades*¹⁰ ou des maisons partagées avec la famille élargie, qu'ont les ménages récemment formés. L'impasse les renvoie à un mode de vie perçu comme traditionnel, populaire et dévalorisé, relevant du régime de la collectivité subie, à la fois sécuritaire et incommode, avec lequel ils cherchent généralement à rompre quand leur économie s'améliore.

¹⁰ Les *vecindades* (courées) sont d'anciennes demeures coloniales réaménagées en logements d'une à deux pièces distribués autour du patio central. Il s'agit d'un habitat traditionnel populaire de Mexico, et d'autres villes latino-américaines, qui détermine un mode de vie où le confinement des espaces privés est compensé par une utilisation intense du patio.

L'insatisfaction des habitants est fréquente quant à la localisation de leur logement, attribués arbitrairement par les promoteurs dans les différents secteurs du lotissement, et entre rues ouvertes et impasses privées. Ceux des impasses souhaitaient la liberté des rues ouvertes, et ceux des rues la sécurité des impasses, mais une certaine résignation guide toujours ce rapport avec « l'autorité ». Dans les rues ouvertes, cette contrariété s'exprime de manière dominante par la construction de garages clôturant l'espace de jardin, dont la fonction est autant d'offrir un stationnement et un patio protégés, que d'enfermer au maximum l'espace privé en gagnant sur l'espace public. Du côté des impasses, on souhaite implicitement conserver la fonction d'une rue, où règnerait l'anonymat.

Cette adoption opportune de la collectivité dans les impasses se traduit en un jeu complexe de réouverture et re-fermeture, jusqu'aux échelles les plus fines. Une des premières adaptations observées, en particulier si la maison fait dos à un espace public, est l'ouverture de portes à l'arrière des maisons. La possibilité d'organiser ses fêtes familiales à l'extérieur des impasses tout en conservant un accès direct et indépendant au logement peut faire de cet aménagement un atout réel pour la maison. Les allées et venues soustraits du regard des voisins, il est possible de séparer les visites privées de l'environnement local, ce qui relègue peu à peu l'impasse à un simple espace de stationnement, voire à une arrière-cour (on y réservera l'étendage du linge et d'autres pratiques encombrantes, se préoccupant alors plus de l'étiquette côté rue). La maison se « retourne » à son tour.

Certaines habitantes occupent leurs temps libre en tenant un commerce ou en assurant un service depuis leur domicile. La nécessité d'un accès facile pour une clientèle extérieure butte contre les grilles de l'impasse. La localisation du logement dans la rangée de maison et la configuration de l'îlot, de même que l'investissement liés au commerce, ne permettent pas toujours d'ouvrir une porte à l'arrière. Mais ces conditions ne s'opposent pas totalement au fonctionnement de l'activité. Les impasses fermées offrent même un grand nombre de services, connus des habitantes des impasses alentour par le bouche à oreille, et pour lesquels une relation de type plus personnel permet l'accès. Les clients d'une esthéticienne l'appellent en criant par la grille ou en faisant tinter une clé. Des rendez-vous sont pris, et la grille est discrètement laissée ouverte à l'heure dite. Par esprit de contradiction, les voisins de l'impasse referment délibérément la grille à chaque occasion. Mais l'entrée d'un nouveau voisin permet à son tour aux clients bloqués de rentrer. Ces aléas font partie des règles du jeu et ne gênent nullement les activités, dont certaines ont pignon sur rue.

L'esthéticienne relate la contrariété des voisins de l'impasse, auxquels elle s'associe alors : la serrure de la grille est régulièrement endommagée par une partie d'entre eux qui refusent de perdre leur temps pour ouvrir et refermer la grille au moment de sortir leur véhicule. La grille reste donc ouverte par périodes. L'esthéticienne marque une différence absolue entre ces sabotages et les ouvertures ponctuelles pour le fonctionnement de son salon : l'ouverture complète remet en question la sécurité de l'impasse, alors qu'une semi fermeture favorise un contrôle puisqu'elle reste elle-même attentive à la grille en permanence, se faisant tacitement responsable d'éventuelles complications.

La même grille présente une autre échappée : un barreau arraché offre un passage étroit. Il s'agit d'un subterfuge d'une résidente, qui, habituée à envoyer son fils à l'épicerie à tout moment, a trouvé plus sûr d'ouvrir cette « trappe », praticable seulement pour un enfant, que de lui donner les clés de la grille, l'exposant alors à une présence prolongée dans la rue, parfois la nuit tombée.

L'incompatibilité entre les usages individuels et la forme initiale de l'espace, et avec les intérêts de la collectivité des impasses, produit d'incessantes contradictions reflétées dans l'espace. L'informalité est le processus central d'une telle plasticité. Le manque de moyens des municipalités pour administrer ces lotissements justifie une tolérance presque absolue devant le traitement spontané que font les habitants de leurs problèmes. La responsabilité prise par les habitants devant le risque des sanctions contre les constructions hors normes et les violations de l'usage du sol, acquitte la municipalité de la sienne et réaffirme un rapport de pouvoir. Entre-temps, confiants dans les infinies possibilités de la corruption, les habitants modèlent librement leur espace, au moyen d'aménagements chaotiques, sans concertation et au gré du moment.

On distingue une tendance à la fermeture au niveau collectif, et à l'ouverture au niveau individuel, reflétant un paradoxe entre une crainte généralisée de l'espace ouvert des rues, et un besoin de

fluidifier de la circulation quotidienne. L'espace offre à son tour une résistance qui oriente certaines pratiques et vice versa : les obstacles dévient la circulation des individus sans l'entraver.

A la source de cette confusion générale, la fermeture tient lieu d'instrument pour les concepteurs, dont le but est d'endiguer (mais qu'à moitié) des dynamiques sociales inévitables. La faible participation des autorités est à son tour justifiée par les processus mêmes de production de cette forme urbaine, qui, en créant de l'espace de transition, déterminent un mode d'administration participatif, peu efficace et générateur de conflits, menant fatalement à une démission générale. Les murs sont un symptôme du désengagement qui caractérise la production de logement au Mexique, et que l'on traite par la création d'enclaves.

Conclusions

La simulation de fermeture par les promoteurs dans un but promotionnel favorise finalement des dynamiques collectives dans une aire qui rapproche le lotissement des quartiers voisins. Les habitants se définissent socialement au contact de l'autre, et mettent en place eux-mêmes leurs solutions au quotidien, se résignant bon gré mal gré au partage de leur territoire. Ces mécanismes participent à l'intégration du lotissement dans son contexte local, qui se matérialise au travers d'échanges et de circulations, dans une transgression des frontières matérielles.

Nous nous interrogeons finalement sur le rôle de la frontière, qui comme dans l'exemple développé, loin de séparer, révèle les échanges entre populations et territoires. On peut même dire que l'existence du lotissement en tant qu'ensemble d'infrastructures et économie locale, stimule ces échanges. Malgré la rigidité symbolisée par la frontière, la faible régulation de ces territoires autorise une certaine liberté pour la reconstruction de l'espace par les habitants. Diverses échelles et modalités de fermetures et d'ouvertures se superposent à la proposition de départ, faisant de l'espace le miroir de l'accumulation et des divergences d'intérêts, de représentations et d'usages. Cette lecture permet finalement d'apprécier l'un des caractères essentiels de la frontière : l'ambivalence entre étanchéité matérielle et porosité sociale.

A la différence des grands ensembles de logements sociaux « résidentialisés » aux États-Unis ou en France, les lotissements d'intérêt social offrent aux strates inférieures des classes moyennes du logement en accession à la propriété et non en locatif. Dans leur cas, plus qu'à une logique de *containment*, les pouvoirs publics semblent suivre une logique de mise en retrait de la production de la ville qui s'explique aussi par le coût exorbitant de la prise en charge des services urbains dans ces morceaux de ville. Dans les préoccupations des habitants, le critère de la protection de la valeur immobilière est central, et la fermeture à l'échelle résidentielle (l'impasse) plutôt symboliquement et économiquement valorisée, tant bien même qu'elle peut constituer un obstacle à la circulation.

Même si la fermeture résidentielle semble être une tendance marquée de l'évolution mondiale de l'habitat dans les années 90, elle n'affecte pas de la même manière des quartiers socialement hétérogènes. Elle n'est pas non plus vécue de la même manière, quoique certains points communs comme la sensation d'isolement créée par l'enclavement se retrouvent. Les stratégies des habitants pour contourner la fermeture dépendent des compétences et des représentations sociales des groupes concernés. Dans les lotissements d'intérêt social mexicains, loin de préserver l'intimité individuelle et familiale, la clôture des impasses expose au contrôle des voisins. La globalisation est un processus moins uniforme qu'il ne paraît... Reste à voir comment les individus vivent la fermeture dans des ensembles de logements sociaux similaires situés dans d'autres contextes métropolitains.

Bibliographie

Alba (de) M., Capron G. (2007) "Utopías residenciales en la Ciudad de México de los años cincuenta y sesenta: el anuncio publicitario como vehículo de modelos urbanos", *Ordinaire Latino-américain*, n°207, Toulouse: IPEALT, pp.91-116

Blakely E., Snyder M. (1997) *Fortress America, Gated communities in the United States*, Washington DC, Brookings Institution Press-Lincoln Institute of Land Policy.

- Cáceres G., Sabatini, F. (2004) "Barrios cerrados en Santiago de Chile: entre la exclusión y la integración residencial" *Eure*, diciembre, año/Vol. XXX, Número 91 Pontificia Universidad Católica de Chile Santiago, Chile, pp. 114-117
- Caldeira, T. Pires do Rio (2000). *Cidade de Muros: crime, segregação e cidadania em São Paulo*. São Paulo: Edsup, 399 p.
- Capron, G. (2004). "Les ensembles résidentiels sécurisés dans les Amériques: une lecture critique de la littérature", *L'espace géographique*, vol. 33, n°2, pp.97-113
- Capron G., dir. (2006), *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*, Paris, Bréal (collection d'autre part).
- Charmes, E. (2005) *La vie périurbaine face à la menace des gated-communities*, l'Harmattan, coll. Villes et entreprises, 219 p.
- Davis, M. (1990). *City of quartz: Los Angeles, capitale du futur*. Paris: La Découverte, 391p.
- Duhau E., Jacquin C. (2008) "Les ensembles de logement géants de Mexico. Nouvelles formes de l'habitat social, cadres de vie et reformulations par les habitants", *Autrepart* (47), numéro Variation et Dynamiques urbaines, 3/2008, p. 169-185
- Girola, M. F. (2006) « El surgimiento de la megaurbanización Nordelta en la Región Metropolitana de Buenos Aires: consideraciones en torno a las nociones de ciudad-fragmento y comunidad purificada », *Estudios Demográficos y Urbanos*, vol. 22, núm. 2, pp. 363-397
- Jacquin, C. (2006) *Production et appropriation de l'espace public dans deux aires résidentielles périphériques de Mexico ; bilan et proposition pour une intervention participative*, mémoire de DESS en Urbanisme et Aménagement, IFU, Université de Paris 8, 150 p.
- Lindón, A. (2008), "El imaginario suburbano americano y la colonización de la subjetividad espacial en las periferias pauperizadas de la ciudad de México", *Ordinaire Latino-américain*, n°207, Toulouse: IPEALT, pp.117-138
- Salazar Cruz, C. E. (1999) *Espacio y vida cotidiana en la Ciudad de Mexico*, Mexico: Colegio de Mexico, 247 p.
- Tarrés, M. L. (1986), *Del abstencionismo electoral a la oposición política. Las clases medias en Ciudad Satélite*, *Estudios Sociológicos*, vol. IV, núm. 12, Ciudad de México. Sept- dic 1986